

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delzys, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

APRÈS BOURSE  
QUATRE HEURES

3 0/0 .....	81 05	Bourse	Baisse
3 0/0 amortiss.	82 70	20	»
4 1/2 0/0 1883 ..	110 25	15	»
Cons. anglais ..	»	10	»
Italie .....	95	10	»
Flor. autric. (or).	88 1/2	15	»
Esp. Extér. nouv.	57 7/8	»	1/16
Egyptien 6 0/0 ..	330	»	»
Ch. Egyptiens ..	436 25	»	1 25
Turc 4 0/0 (nouv.)	16 40	»	05
Banque ottomane	526 25	2 50	»

PARIS, 25 JUILLET

DERNIÈRES NOUVELLES

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 25 juillet.

Présidence de M. Floquet

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant ouverture au ministre de la marine d'un crédit de 12,100,000 fr. pour les dépenses occasionnées par les événements de Madagascar.

M. G. Perin se propose de rechercher comment la France s'est trouvée de puis deux ans en guerre avec Madagascar, malgré les dénégations du précédent président du conseil, M. J. Ferry.

On parlait alors d'exercer un droit de police, mais bientôt il fut question d'exercer des droits séculaires de la France sur Madagascar. On vota donc des crédits qui furent insuffisants; ceux qu'on demanda aujourd'hui le seront aussi, car ils sont déjà dépensés pour la plus grande part.

(La séance continue.)

LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis ce matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Jules Grévy.

Le ministre de la guerre a soumis à la signature du président de la République la promotion de généraux de division et de généraux de brigade déjà annoncée.

Le gouvernement demandera au Sénat d'adopter le budget tel qu'il a été voté par la Chambre des députés.

C'est l'amiral Galibier qui défendra aujourd'hui la demande de crédits relative à Madagascar. Le cabinet déclarera qu'il entend se conformer, sur le terrain colonial, à la politique qu'il a déjà fait connaître.

LES ÉVÉNEMENTS DE CHINE

Le ministre des affaires étrangères, d'accord avec ses collègues, les ministres de la guerre et de la marine, s'occupe de la nomination d'une commission de délimitation des frontières du Tong-King. Il est probable que la commission comprendra quatre membres, sous la direction d'un ministre plénipotentiaire ou conseiller d'ambassade, comme chef de mission.

M. Cordouan a reçu ordre de se concerter avec le directeur des affaires commerciales, ainsi qu'avec un représentant du ministère du commerce et un représentant du ministère des colonies, pour préparer le futur traité de commerce avec la Chine.

LES ÉVÉNEMENTS D'ANNAM

Le ministre de la guerre a reçu aujourd'hui du général de Courcy les nouvelles suivantes :

« Thuyet, abandonné par une grande partie de ses partisans, et trouvant Dong-Hoi occupé, s'est retiré sur Tamso, près Cam-Lao. Le chemin des montagnes est gardé par des tirailleurs tonkinois. Les dispositions sont prises pour occuper la province de Than-Hoa, pays riche et dévoué à Thuyet.

Ainsi que cela avait été convenu avec le gouvernement chinois, des ordres ont été donnés pour assurer le respect des tombes des soldats français et des soldats chinois.

A la suite des affaires de Lang-on, 10 soldats français étaient restés prisonniers entre les mains des Chinois. Sept d'entre eux ont été rendus à Dong-Son le 21 juillet, deux sont morts, et un tirailleur algérien est resté volontairement en Chine.

INTÉRIEUR

L'ambassadeur Hsu-Ching-Chang, ayant manifesté le désir d'être reçu par M. de Freycinet, ira lui rendre visite aujourd'hui à cinq heures, à son hôtel de Passy.

L'ambassadeur, accompagné du général Tchong-Ki-Tong, a visité ce matin le Conservatoire des Arts-et-Métiers.

On annonce le décès, à Paris, de M. de Trentinian, général de brigade d'infanterie de marine en retraite.

L'ex-ministre des États-Unis à Paris et sa famille se sont embarqués aujourd'hui pour l'Amérique, à bord de la Normandie. Beaucoup d'amis personnels de M. et de Mme Morton étaient allés les accompagner jusqu'à Havre.

Le collège sénatorial de la Seine est convoqué en réunion plénière pour demain à deux heures, salle Saint-Jean, à l'hôtel de ville.

Cette séance sera consacrée à l'audition des candidats à la succession de Victor Hugo.

Grâce à la promulgation des ultra-radicaux, les chances de M. Songeon paraissent très

sérieuses, et jusqu'à présent aucun concurrent ne lui a été opposé.

Les obsèques de M. Auguste Magne, inspecteur général honoraire des travaux d'architecture de la ville de Paris, officier de la Légion d'honneur, ont eu lieu aujourd'hui à l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, en présence d'une assistance considérable.

Les honneurs militaires ont été rendus par une compagnie du 28<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne.

Les cordons du poêle étaient tenus par MM. Romilly, vice-président de l'association amicale des anciens élèves du lycée de Versailles; le docteur Guillon, Bloche, sculpteur et Delapalma notaire.

Le deuil était conduit par les deux fils du défunt.

Pendant la messe dite par M. l'abbé Millard, la maîtrise, sous la direction de M. Frédéric Vitet, a très bien interprété l'O Domine et le Pie Jesu, solis chantés par M. Anguez, de l'Opéra, avec accompagnement de violon et orgue; puis, M. Mobels a joué, sur le violon, l'Andante du concerto de Mendelssohn.

Après l'absoute donnée par M. l'abbé Le-grand, curé de la paroisse, l'inhumation a eu lieu au cimetière du Père-Lachaise.

Devant la tombe, deux discours ont été prononcés.

EXTÉRIEUR

Londres, 25 juillet.

Le Daily News dit qu'il n'y a guère lieu de craindre que les négociations pour la paix entre les cabinets de Londres et de Saint-Petersbourg aboutissent à autre chose qu'à l'acceptation par la Russie de l'arrangement qu'avait réglé lord Granville avant de quitter le pouvoir.

Hier, à la réunion annuelle du Club libéral de la Cité, lord Granville, parlant de la question afghane et de la situation financière de l'Egypte, a déclaré qu'il avait toutes raisons de croire que la façon dont le gouvernement de la reine traitait ces deux questions lui donnait, dans tous les cas, droit à l'appui et à l'approbation des membres du précédent cabinet.

Cologne, 25 juillet.

Ce matin, à dix heures, on avait déjà retiré des décombres 7 morts et 30 blessés. La troupe et les pompiers continuent activement le sauvetage.

Douvres, 25 juillet.

Les canotiers d'Oxford sont partis à dix heures quinze, à destination de Calais; la mer est calme, mais le progrès lent de la marée fait dévier leur canot vers l'Est.

INFORMATIONS

Le ministre de la guerre et de la marine ont conféré hier au sujet des mesures à prendre pour ramener l'ordre et la tranquillité au Cambodge et en Cochinchine.

Des instructions vont être immédiatement envoyées au général d'infanterie de marine Bégin, commandant supérieur des troupes et gouverneur par intérim.

Les moyens d'action dont dispose le général Bégin étant insuffisants, il est probable que de nouveaux emprunts vont être faits au Tong-King. Malheureux troupiers!

\*\*\*

C'est à tort que l'on a annoncé la prochaine arrivée en France de M. le marquis de Noailles, ambassadeur à Constantinople.

Ce diplomate, qui était venu passer quelques jours à Paris au mois de mai dernier, ne prendra son congé annuel que dans la seconde quinzaine du mois d'août.

Ce qui est vrai, c'est que M. Hanoteaux, conseiller d'ambassade, est désigné pour diriger l'ambassade de France pendant l'absence de M. le marquis de Noailles, absence qui se prolongera jusqu'au commencement d'octobre.

\*\*\*

Le gouvernement prussien fait procéder, en ce moment, à l'expulsion en masse de réfugiés polonais.

Le président du cercle de Breslau vient d'adresser aux commissaires de police une circulaire, dans laquelle il leur enjoint de procéder avec la plus extrême rigueur contre les sujets polonais résidant dans le pays.

Le conseil municipal de Paris vient d'être saisi par un de ses membres, d'une proposition dont, en raison de sa gravité et du débat qu'elle ne manquera pas de soulever, nous croyons devoir reproduire ici le texte intégral :

Article 1<sup>er</sup>. — La Compagnie des Omnibus est déchu du traité du 18 juin 1860.

Art. 2. — L'administration est invitée à prendre immédiatement possession provisoire des voitures, de la cavalerie, des approvisionnements et de tout le matériel d'exploitation, ainsi que des écuries, magasins et autres locaux dépendant du service.

Art. 3. — La troisième commission est invitée à étudier dans le plus bref délai un projet d'exploitation directe par la ville.

Cette proposition a été déposée sur le bureau du conseil municipal par M. Pichon et elle porte, en outre, la signature d'un nombre assez considérable de membres de cette assemblée.

Notre intention n'est pas d'entrer aujourd'hui dans l'examen détaillé des griefs invoqués ou des considérations présentées de part et d'autre.

L'édilité parisienne reproche à la Compagnie des Omnibus d'être refusée à la création de nouvelles lignes et à la modification de plusieurs des tracés existants. La Compagnie des Omnibus, de son côté, objecte qu'elle ne saurait consentir aux réclamations qui lui sont adressées, sans transformer immédiate-

mentes bénéfices en pertes importantes.

La vérité c'est qu'il ne s'agit point de la création de lignes nouvelles, mais d'une chicane de la part de certains conseillers municipaux qui veulent se faire auprès de leurs clients une réclamation électorale.

Voilà, pour l'intelligence du conflit actuel, ce qu'il suffit de savoir.

Mais sans entreprendre une discussion approfondie du sujet, nous pourrions faire observer que le moyen imaginé par M. Pichon et les co-signataires de sa proposition est, en réalité, ce qu'il y a de moins pratique et de moins raisonnable.

Elle émanerait de spéculateurs peu soucieux des intérêts du public et désireux seulement de réaliser sur les actions de la Compagnie des Omnibus un gros bénéfice, la motion vraiment ne serait pas autrement conçue.

Quoiqu'en, en effet, est un tant soit peu au courant de la question, sait qu'une liquidation de la Compagnie des Omnibus aurait, en raison de la valeur de son matériel et de son actif immobilier, pour conséquence certaine de faire monter de 1,200 à 3,000 francs les actions de cette entreprise.

Est-ce là le but que poursuivent les auteurs de la proposition ci-dessus reproduite.

L'EMPIRE SANS BONAPARTES

Un article publié dans le Gaulois par notre très distingué confrère, M. Teste, contient d'intéressants aveux, qu'il nous importe de recueillir :

Premier aveu. — L'Empire avait pour lui le sentiment du pays. Il n'était attaqué, il ne fut renversé que par « une petite minorité ».

Deuxième aveu. — La France est une démocratie. Comme toute démocratie, elle a besoin d'un « pouvoir fort ». Elle le sent et ne veut plus entendre parler du gouvernement parlementaire.

Troisième aveu. — Pour empêcher le retour imminent de l'Empire, « le parti royaliste, en 1873 et en 1875, a dû voter la République ».

Quatrième aveu. — Le régime impérial peut seul satisfaire les aspirations, les intérêts du pays. Une monarchie, pour se faire accepter par celui-ci, doit être « démocratique et impériale »; car « il n'a de la monarchie d'autre conception que l'Empire ».

Nous nous permettons de faire remarquer à M. Teste (avec toute la courtoisie qu'on doit à de futurs alliés) qu'il est bien sévère pour ses amis politiques, pour les chefs, pour les principaux représentants de son parti, qui ébranlent l'Empire en l'attaquant sans merci dans les rangs de la « petite minorité » opposante; qui, plus tard, nous imposeront la République pour l'empêcher de se relever.

Il nous force, en effet, à penser de deux choses l'une : ou que ces personnages politiques avaient absolument méconnu les aspirations et les intérêts du pays, — ce qui prouverait de leur part une médiocrité clairvoyance; — ou, que, s'en rendant compte, ils les ont sciemment sacrifiés à leur intérêt de parti — ce qui donnerait une pauvre idée de leur patriotisme.

Des aveux que nous avons enregistrés, on se demande sans doute comment M. Teste peut tirer une conclusion favorable à la cause qui lui est chère? Oh! mon Dieu! c'est bien simple — en théorie du moins.

Le Prince Napoléon, dit notre honorable collègue, s'est rallié à la République et a virtuellement abdiqué son titre de prétendant; le Prince Victor est trop jeune pour hériter de ce rôle. M. le comte de Paris, au contraire, est dans la force de l'âge. Donc, les autres candidats à l'Empire faisant défaut, M. le comte de Paris reste le seul « empereur » possible, et devient l'« empereur » nécessaire.

Que le parti royaliste profite de cette chance exceptionnelle pour nous prendre notre drapeau; que la royauté se transforme en Empire, et le pays, n'y voyant que du feu, accueillera le petit-fils de Louis-Philippe, l'héritier du comte de Chambord comme le successeur naturel de Napoléon III.

En un mot, le parti au nom duquel parle M. Teste, ayant essayé de faire la République sans républicains et n'ayant pas réussi, espère pouvoir faire plus aisément l'Empire sans Bonapartes.

Il se prépare une nouvelle déception! Le suffrage universel est moins naïf que ne se l'imagine l'honorable rédacteur du Gaulois. Il ne mordra pas à la grossière amorce qu'on lui tend.

Non, dans les candidats que mettent en avant les comités royalistes, et dont la plupart repousseraient comme une injure la qualification de démocrates, il ne verra pas les représentants autorisés des intérêts démocratiques.

Non, dans ces parlementaires d'hier, il ne verra pas les instruments les plus habiles et les plus fermes d'un pouvoir fort.

Non, dans ces contempteurs du régime impérial, il ne verra pas les hommes les plus aptes à le réédifier.

Non, enfin, dans M. le comte de Paris, il ne verra pas le continuateur naturel de Napoléon III, malgré son âge, qu'on invoque comme son meilleur, presque comme son seul titre au choix du pays. Singulier argument pour des royalistes, pour les défenseurs du droit traditionnel!

Si M. le comte de Paris avait aujourd'hui l'âge du Prince Victor-Napoléon, l'âge qu'il avait lui-même quand ses amis cherchaient à renverser l'Empire à son profit, ou s'il avait soixante-dix ans, il serait fou d'être royaliste. Supposons (ce qu'à Dieu ne plaise!) que M. le comte de Paris disparaisse comme son auguste cousin, laissant pour héritier un enfant, le parti royaliste devrait donc se dissoudre? Fût-il roi, s'il ne pouvait laisser sa couronne à un prince « dans la force de l'âge », la révolution deviendrait donc légitime?

Cet argument pratique, trop pratique, de la force de l'âge a-t-il d'ailleurs toute la valeur qu'on paraît lui attribuer? Il ne suffit pas seulement de conquérir le trône (tâche à laquelle les qualités spéciales de la jeunesse peuvent être utiles), il faut y rester. Or, dans notre pays, tout gouvernement nouveau, surtout s'il succède à un régime odieux comme celui que nous subissons, a devant lui une longue série d'années heureuses, tranquilles, pendant lesquelles sa tâche est aisée.

C'est quand une nouvelle génération entre dans la vie publique, après une période d'une quinzaine d'années, que les difficultés sérieuses commencent à naître. C'est alors que le souverain a réellement besoin de posséder la plénitude de ses facultés physiques et morales. Mais pour qu'il entre, à l'âge mur, dans cette phase difficile, il faut qu'il soit monté jeune sur le trône. Si le roi d'Espagne avait été proclamé à l'âge de cinquante ans, moins robuste, moins vaillant aujourd'hui qu'il ne l'est, tiendrait-il aussi fièrement tête aux difficultés qu'il assaillent?

Que M. Teste se détrompe donc : si les impérialistes s'allient, partout où ils peuvent le faire honorablement, aux candidats royalistes, ce n'est point pour aider ceux-ci à proclamer S. M. Philippe VII, empereur des Français : c'est pour remplir une tâche plus urgente qu'il s'impose à leur patriotisme. Ils pensent que chaque chose à son heure, qu'il ne s'agit point aujourd'hui de choisir un souverain, mais uniquement de porter à la République un coup décisif, en prouvant que l'opinion se détache d'elle; après quoi, le pays devra indiquer comment il entend la remplacer; mais il voudra qu'on le lui demande nettement, franchement, ouvertement.

Ce jour-là, voulant l'Empire, il saura bien trouver son Empereur; et on pourra redire alors ce que disait l'Événement de 1848, journal de M. Vaguerie et Paul Meurice, pour soutenir la candidature du Prince Louis-Napoléon :

« N'est-il pas tout simple que le peuple » croie encore à toutes les promesses qu'a » déjà tenues ce bon populaire! Com- » ment la France n'irait-elle pas vers ce » symbole de l'ordre et de la force, lors- » qu'elle est plongée dans l'anarchie et la » faiblesse? »

La commission des finances du Sénat est jusqu'à présent bien décidée à fermer l'oreille aux fallacieux conseils des amis de M. Jules Roche.

Institué pour examiner le projet de budget adopté par la Chambre, elle n'a pas voulu renoncer à cet examen; elle a même résolu de proposer au Sénat de discuter le budget, au risque de retarder de quelques jours la clôture de la session, et de ne pas le voter les yeux fermés.

En attendant que l'on sache si ces fiers résolutions persisteront jusqu'au bout, voici pour le moment ce qui se passe.

La commission des finances a décidé hier de repousser la suppression de l'impôt sur le papier; on sait, en effet, que la Chambre, en votant cette suppression, en a ajourné l'application jusqu'en 1887; c'est un vote prématuré, et l'on peut en effet penser, au Luxembourg, que c'est seulement à la Chambre prochaine, lorsqu'elle discutera le budget de 1887, qu'il appartiendra de prendre une décision sur cet impôt, pour lequel on n'a pas encore trouvé un équivalent.

En second lieu, la commission des finances du Sénat refuse le crédit de 400,000 francs, destiné à créer des bourses au profit des familles comptant sept enfants.

Enfin, elle se prononce contre une disposition émanant de M. Briol..., et qui supprime la faculté de dégrever les appartements vacants. Elle consent toutefois, conformément à une proposition que M. Versigny avait faite à la Chambre, à limiter cette faculté de dégrever à un an.

Voilà donc le projet de budget modifié. Si maintenant le Sénat adopte les changements proposés par la commission des finances, il faudra que la loi retourne au Palais-Bourbon, et le départ des Chambres en sera d'autant retardé.

Plusieurs de nos confrères ayant annoncé que M. le président de la République quitterait Paris le 3 ou le 4 août, la *Patrie* fait savoir officiellement que cette information est inexacte.

Aussi longtemps que les députés resteront au Palais-Bourbon, M. Jules Grévy restera à l'Élysée; c'est seulement le lendemain de la clôture de la session parlementaire qu'il partira pour Mont-sous-Vaudrey.

Telle est la nouvelle importante que la *Patrie* veut bien nous donner.

Nous apprécions comme il convient le dévouement de M. le président de la République : c'est d'ailleurs, à ce qu'il nous semble, un dévouement tout gramin. Nous voulons dire que, suivant toute apparence, M. Grévy s'exagère ses devoirs, attendu que sa présence n'est vraiment pas nécessaire à Paris, puisqu'il est ab-

solument étranger aux travaux parlementaires.

Si nous admirons le retard que s'impose M. le président de la République, c'est donc de confiance. Impossible d'en comprendre le motif, à moins qu'on ne doive le chercher dans le détail fourni par le *Figaro* qui dit que chaque année, on a recours au chapitre des fonds secrets du ministère de l'intérieur pour payer les dépenses du voyage de la maison de M. Grévy. Si cela est vrai, il est possible que l'on préfère attendre le départ des députés, pour épargner à M. Allain-Targé une interpellation à laquelle il lui serait difficile de répondre.

SOUSCRIPTION

POUR LE MONUMENT

L'AMIRAL COURBET

Report des listes précédentes. 1.258 fr.

Quatrième liste

M. Jossot .....	100 fr.
M. Duchatelard .....	10 »
M. le général Lichten .....	20 »
M. Théodore Fassin .....	3 »
M. Cabochette .....	2 »
M. Birot .....	2 »
M. Lefèvre .....	1 »
M. Mata .....	5 »
M. F. Rigole, avocat .....	10 »
M. Gabriel Garrie .....	10 »
MM. les typographes de la Patrie .....	20 »

Total..... 1.441 fr.

ÉCHOS

Hier, le ministre de Chine s'est rendu au ministère des affaires étrangères.

Cette entrevue, qui a été des plus cordiales, a duré un quart d'heure.

Lundi, à deux heures et demie, aura lieu la réception officielle à l'Élysée, et cette réception sera entourée d'un éclat particulier.

Ordinairement, quand un ministre étranger présente ses lettres de créance, le cérémonial est assez restreint, et le ministre des affaires étrangères n'assiste pas à l'entrevue du chef de l'État, mais en raison des circonstances actuelles, le ministre de Chine sera reçu avec un grand cérémonial, et MM. Brisson et de Freycinet seront aux côtés du président de la République.

Esprons que le pinceau et le burin reproduiront cette réception grandiose, pour que nos petits-neveux puissent s'ex-tasier devant les traits majestueux de ces trois puissances qui ont nom Grévy, Brisson et Freycinet.

\*\*\*

Quelques mots encore sur le nouvel ambassadeur du Céleste-Empire :

Hsu-King-Chang paraît avoir quarante ans à peu près. L'expression générale de sa physionomie est fort sympathique; les traits sont fins et empreints de distinction. C'est d'ailleurs un érudit et un lettré, doublé d'un diplomate de grand mérite.

Disciple de Confucius, il est de plus membre d'une académie allemande. Ajoutons qu'il parle à merveille le français et l'allemand, quoique ayant adopté la coutume diplomatique orientale qui consiste à toujours se servir d'un interprète.

Les dix concurrents qui ont fait le concours, cette année, pour le grand prix de peinture, viennent de bénéficier de la nouvelle fondation qui a été faite en leur faveur par Mme Laboulière.

Une somme de 2,250 francs leur a été distribuée hier par l'Académie des beaux-arts, et par égales portions.

Mme la baronne Salomon de Rothschild a fait parvenir hier à l'amiral de Dompière d'Hornoy, président du comité pour le monument à élever à l'amiral Courbet, la somme de 2,000 fr., montant de sa souscription.

Un service anniversaire pour la mort du duc de Reichstadt a été célébré mercredi dernier, 22 du courant, dans la chapelle du château de Schoenbrunn, en présence des membres de la famille impériale présents dans cette résidence.

La princesse Marie Stirbey, née Ghyka, a succombé la nuit du 21 juillet à Bucharest, à une maladie aussi courte que violente.

Heureusement accouchée d'une fille, — c'était son huitième enfant, — la princesse paraissait renaitre rapidement à la santé, quand tout à coup le mal qui devait l'emporter se déclara.

La princesse n'avait que trente-deux ans, et sa mort est un deuil, non seulement pour les familles Stirbey, Ghyka et Bibesco, auxquelles elle appartenait, mais aussi pour le pays dont elle était adorée.

Son mari, le prince Alexandre Stirbey, que la mort de cette jeune et charmante femme, met au désespoir, est ancien élève de nos écoles militaires de Saint-Cyr et de Saumur. Il a combattu pour la France où il a laissé de sympathiques souvenirs.

Il est le fils d'une Altesse sérénissime, le prince B. Stirbey, qui succéda sur le

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50

— Le numéro .....

DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.

— Le numéro .....

INSERTIONS :

ANNONCES .....

Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co

Place de la Bourse, 8

ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 14

Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

trône de Valachie au prince G. Bib



Voici ce que nous apprend une dépêche de Gibraltar.

On dit que sir John Hay, le ministre anglais à Tanger, qui est en même temps consul général d'Algérie, a reçu un certain nombre de Maures qui accusent le consul autrichien à Tanger d'avoir acquis des terres d'une façon illégale et de ne les avoir pas payées aux propriétaires. Le consul, dont il s'agit, le docteur Schmidt, habite à douze lieues de Tanger, les plaignants prétendent qu'il a transformé sa maison en un donjon dans lequel il défend de malheureux Maures, qu'il fait bâillonner afin de leur extirper leurs terres et leur argent.

On a trouvé dans le donjon des colliers en fer, des chaînes, etc.

On dit qu'il a obtenu environ 500 arpents de terre sans les payer.

Le consul était présent, lorsque la procédure a commencé, mais il s'est retiré en laissant à sir John Hay la liberté de décider cette question.

Le gouvernement autrichien sera saisi de cette affaire.

En attendant, une pétition se prépare par les soins des habitants autrichiens de Tanger, demandant que sir John Hay soit invité à exercer la juridiction consulaire au lieu et place du docteur Schmidt.

Trois journaux de Tanger qui ont parlé de cette affaire ont été menacés de suppression.

## LA CONCILIATION RÉPUBLICAINE

Hier soir, il s'est tenu au théâtre de la Renaissance, à Nantes, une nombreuse réunion républicaine en vue, paraît-il, d'une conciliation entre les radicaux et les opportunistes.

Le président nommé était un radical, le premier assesseur un socialiste, le deuxième un opportuniste.

L'assemblée a décidé la réunion d'un congrès départemental pour former une liste unique.

Ce congrès sera composé de conseillers municipaux, de conseillers généraux, de conseillers d'arrondissement, auxquels seront adjoints quinze membres choisis dans la réunion publique.

Ces quinze noms furent votés séance tenante.

Mais voilà qu'au dépouillement des votes on s'aperçoit que la majorité était opportuniste. Aussitôt un tumulte éclate de toutes parts; les radicaux protestent avec énergie. Les opportunistes répondent. Les gros mots sont échangés; bref la séance a été levée au milieu du plus grand désordre.

Et c'est ainsi que s'est faite la conciliation.

## La séance du Sénat

Séance du 24 juillet

PRÉSIDENCE DE M. LE ROYER

Le Sénat adopte cinq projets de loi d'intérêt local. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi tendant à imposer d'office la commune de Cazaux-Frèchet (Hautes-Pyrénées).

M. Buffet demande le renvoi de la discussion.

Le renvoi n'est pas prononcé.

Le projet de loi est adopté.

M. Edouard Millard dépose un rapport sur le projet portant fixation du budget des dépenses et des recettes pour l'exercice 1886.

Le Sénat adopte une série de projets d'intérêt local sans importance.

Le Sénat décide ensuite qu'il se réunira mardi à deux heures.

## GAZETTE DE PARIS

L'homme eut sept enfants...

Et le huitième jour, il se reposa. — Voilà, probablement, ce que plus tard apprendront les petits garçons et les petites filles dans un nouvel Évangile selon saint Bernard (du Doubs).

Car M. Bernard, aujourd'hui simple député à l'Assemblée nationale, est destiné à une canonicat assurée, s'il y a une justice dans ce monde, après la part éminente qu'il vient de prendre au repeuplement de la terre en général, et de la France en particulier.

Il faut bien le reconnaître maintenant que le mal est enrayé: le beau pays de France se repeuple. Grâce à Dieu, cet excellent M. Bernard avec un mot, avec une petite loi de rien du tout, est venu donner un nouvel élan à cette partie de l'industrie nationale qui était en souffrance. Vous savez, en effet, que, sur sa demande, la Chambre a voté un crédit de 400,000 fr. pour l'encouragement des familles nombreuses. Ainsi vote-t-on des primes d'encouragement pour les éleveurs de bœufs.

Il y avait donc des précédents, et même des précédents nombreux. Mais si M. Bernard n'a pas eu la peine d'inventer, il a eu le mérite de proposer une application nouvelle d'un principe déjà existant. Pour ce fait, il a droit à la reconnaissance de tous les septennaires enfants qui naîtront dans les familles à l'avenir. Permettez-moi, toutefois, de faire une remarque qui n'est pas en faveur de la nouvelle loi. Lorsque, dans un concours régional, on confère à un agriculteur qui, par exemple, a exposé des cochons, (ôtez votre chapeau) la croix du « Mérite agricole » (remettez votre chapeau) on exige que ces cochons aient des mérites spéciaux qui autorisent l'insigne et glorieuse faveur dont leur propriétaire est l'objet.

Ici, au contraire, il n'y a aucune restriction. Donnez à la patrie des enfants malingres, scrofuleux, bancals, idiots, aveugles; peu importe. Ce qu'il lui faut, c'est la quantité; quant à la qualité, elle n'en a cure. Avez-vous sept enfants? — Oui! — Passez à la caisse; l'Etat élèvera votre petit dernier à ses frais... pourvu que cet ultime rejeton de vos amours soit en état de passer un examen sur un tas de choses scolaires.

Cette clause est un des côtés cocasses de la nouvelle loi qui, du reste, n'en manque pas. Le gouvernement se charge d'éduquer votre enfant, cela est vrai; mais pour obtenir ce privilège, il faut que vous l'ayez tout d'abord éduqué vous-même ou fait éduquer à vos risques et périls. D'ordinaire, cette première instruction sera donnée à l'école, soit. Et comme l'école est gratuite, il n'y aura pas grand mal. Cependant, si, dès que son âge le permet, on plaçait l'enfant au lycée, ce jeune « septennaire » serait mis en état plus vite et surtout plus sûrement

de faire justement « sa septième » et d'arriver aux honneurs du palmarès.

Et voyez à quelle injustice peut mener cet article de la loi! Voici un gamin, doué, espoir de sa famille nombreuse, qui se présente à l'examen. Il est refusé. Que deviendra alors le père avec sa lignée, lorsqu'il verra, en une seconde, ses espérances, longuement caressées, ses travaux de plusieurs années, anéantis, brisés par l'insuffisance du dernier de ses enfants, celui-là même pour la gloire duquel les six autres s'étaient fait un devoir de le précéder dans ce bas-monde.

Avouez qu'il y avait là de quoi dégoûter les citoyens des révolutions légitimes. « Semer et vous récoltez », ont dit les Saintes Écritures. Cette fois, l'homme et la femme auront semé ensemble et n'auront pas récolté, ce qui est contre toute équité. Il est vrai qu'ils pourront se consoler en se disant que Dieu bénit les nombreuses familles, et, s'ils ont quelque goût pour les concours, tenter la fortune des examens scolaires avec un huitième enfant. Mais tout cela est bien compliqué, demande du temps et aussi de l'argent, sans compter la fatigue.

Ne pourrait-on pas faciliter les choses en autorisant le cinquième ou le sixième enfant à se présenter à défaut du dernier né insuffisant devant les terribles juges? En résumé, qu'importe lequel décroche la timbale, pourvu qu'il y en ait un et que celui-là puisse y boire la science du bien et du mal.

Autre chose à noter dans cette loi étrange. De temps immémorial le droit d'aînesse a existé. Le premier coup de pioche qui lui ait été donné a été porté par le Code civil qui a décidé l'égalité des enfants dans la famille. Mais voici bien autre chose: la loi procraïtice, dont nous causons en ce moment, a pour résultat d'établir un nouveau droit d'aînesse, non pas au profit du premier, mais du dernier né! Vous rappelez-vous ce pauvre Geoffroy du Palais-Royal, racontant une affaire correctionnelle poursuivie contre lui et dans laquelle il disait: « Le subitisme m'a accusé de vouloir mettre l'obélisque sur sa pointe. Je vous jure que jamais je n'ai eu pareille idée. » Eh bien! nos législateurs ont eu cette idée triomphante et viennent de la mettre en pratique. Après toutes les révolutions que nous avons faites ou subies, par le temps d'égalité où nous vivons, donner à l'un des enfants d'une même famille des privilèges spéciaux qui en font le supérieur de ses frères, c'est rétablir, en quelque sorte, le droit d'aînesse, et c'est le rétablissement contre tout sentiment de justice que de l'appliquer au plus jeune. Il ne faut pas croire, du reste, qu'on puisse maintenir pendant longtemps l'obélisque sur sa pointe et, sous peu, on va voir ce qu'en pratique tout cela va donner.

Mais il y a une autre anomalie dans cette loi qui a la prétention de régler les rapports de la femme avec le mari, comme le décret de Moscou règle les rapports des sociétaires de la Comédie-Française avec l'administrateur. Voici donc un monsieur et une dame qui apportent au gouvernement les sept enfants réglementaires. Ayant été à la peine, vous pensez qu'ils seront à l'honneur, que ce sont eux qui vont être récompensés de leur patriotisme mis en action?

Pas du tout: c'est le petit, et lui qui s'est à peine dérangé pour naître qui aura tout seul la farine aux confitures. Ah! le *seu zotz zotz* du Poète est éternel et trouvera toujours son application dans les décrets humains. Il me semble, pourtant, qu'il eût été facile, tout au moins, de partager les faveurs et de donner un témoignage de satisfaction aux ouvriers habiles, créateurs de l'œuvre couronnée. Un écrivain, à la plume fine et alerte, proposait, l'autre jour, de donner une décoration spéciale au père. L'idée n'est pas mauvaise, mais elle demande à être creusée lentement par l'étude — comme une pierre est creusée par la goutte d'eau qui tombe indéfiniment sur elle.

Or, voici à quel point m'a amené l'étude de la question. Nous sommes dans un siècle de démocratie: c'est entendu. Mais aussi, jamais nous n'avons été aussi enrégés de distinctions, de titres, de croix, de rubans, de privilèges: c'est également indiscutable. Satisfaire cette manie enfantine, non dangereuse et qui est le propre des peuples en décadence, est donc d'une bonne politique de la part de tout gouvernement soucieux de ses propres intérêts. De là à accrocher une décoration sur la poitrine des gens qui, dans l'intimité de la vie, ont causé jusqu'à sept fois de M. Bernard (du Doubs) et des bienfaits de la loi, il n'y a qu'un pas que nos politiques hommes d'Etat franchiront facilement.

Mais ici se dresse une difficulté sérieuse; j'ai l'avoue ne plus me trouver d'accord avec mon spirituel confrère qui demande qu'on décore le mari. Le mari, pour quoi? Ou va-t-il chercher le mari? Que fait le mari en cette affaire? Foin du mari! vous dis-je, et je le prouve:

Mon Dieu! je sens bien qu'il, je suis assez semblable au jongleur qui doit marcher sur des œufs sans les casser, en faisant des tours; je ne voudrais pas faire une omelette de vos sentiments d'honnête réserve, et pourtant il faut que je marche et que je parvienne au bout de ma démonstration. Si, de votre côté, vous voulez mettre un peu de bonne volonté, nous y arriverons bien sans encombre.

Je dis donc que c'est la femme qu'on doit décorer. Dans ma jeunesse on chantait une romance comique qui avait pour titre: « Le baptême du p'tit ébéniste ». Or, après avoir fait l'éloge de la mère, l'auteur arrivait au père. Il passait très rapidement sur les mérites et les qualités du père, fort peu de chose dans toute l'affaire: « Lui qui n'en eut qu'à sa félicité », disait-il en finissant le couplet. Sans compter qu'il pourrait se faire qu'il y fût pour rien du tout, et qu'un autre... Mais je m'arrête.

Eh bien! voilà pourquoi je trouve que le père est indigné de recevoir la croix. Tandis que la mère qui, pendant neuf mois, porte son enfant, le met au monde dans la douleur, le soigne lorsqu'il est tout petit et est sa première éducatrice, mérite les honneurs du ruban. Comme pour les campagnes de Chine ou du Tong-King, on ajouterait un certain nombre de bayettes, suivant le nombre d'enfants, et les bonnes et les nourrices se léveraient respectueusement devant ces glorieuses chevrons. Vous croyez que je ris? Un semblable décret serait accueilli avec joie et reconnaissance par la population féminine qu'il faut ménager.

Voilà ce qu'on pourrait faire. Mais il y a autre chose qu'avant tout on aurait dû faire. — Quoi?

Rien. C'est-à-dire à la fois plus honnête, plus convenable et même plus utile. Pour moi, je ne suis pas de ceux qui font des trous dans le mur pour regarder ce qui se passe dans les chambres à coucher.

Ni vous non plus, n'est-ce pas?

JULES BOURGEOIS.

## CHRONIQUE DE L'ÉTRANGER

### Allemagne

Berlin, 24 juillet.

Suivant les nouvelles les plus récentes, l'impératrice Elisabeth assistera à la visite que l'empereur François-Joseph doit rendre, dans les premiers jours du mois d'août, à l'empereur Guillaume, à Gastein.

### Indes anglaises

Bombay, 24 juillet.

On n'a reçu ici aucune confirmation du bruit, mentionné par le *Daily Chronicle*, d'une révolte à Caboul. Le gouvernement de l'Inde n'a reçu aucune nouvelle à cet égard.

D'après les derniers avis, une tranquillité parfaite régnait à Caboul.

### Autriche

Potsdam, 24 juillet, soir.

Le prince impérial et sa famille sont partis ce soir pour la Suisse.

### Espagne

Madrid, 24 juillet, soir.

Quelques députés français ayant demandé au gouvernement espagnol des données sur le procédé du docteur Ferran, le gouvernement leur enverra les conclusions de l'Académie de médecine de Madrid.

Les journaux annoncent qu'il y a eu dans la ville de Grenade 4 cas de choléra et 2 décès et dans cinq villages environnants 14 cas.

Le roi et la famille royale sont arrivés à la Granja.

Le *Liberal* dit que quelques cas de choléra se sont produits à Tordesillas, province de Gérone, et quelques autres dans la province de Zamora.

### Etats-Unis d'Amérique

New-York, 24 juillet, soir.

Les obsèques du général Grant auront lieu, le 8 août, dans le Central Park, à New-York. La dépouille mortelle partira le 4 août du Mount-McGregor où le général Grant est mort et sera dirigée sur Albany, où elle sera exposée pendant un jour. De là, elle sera transportée à New-York où elle sera exposée pendant trois jours.

Il paraît avoir que le général Grant a succombé au chagrin que lui ont causé ses maux financiers plutôt qu'au cancer des fumeurs. Dans tous les cas, les effets de cette maladie ont été aggravés par les épreuves morales. On assure que du jour où le général a été obligé de remettre ses épées d'honneur et tous ses trophées de victoire à M. Vandewater, son créancier, assailli d'un terriblement décliné. Ce sacrifice forcé de ses insignes de gloire a été pour lui le coup mortel.

L'ancien président laisse sa famille dans une situation de fortune très précaire.

### Catastrophe à Cologne

Cologne, 24 juillet.

Les maisons n. 75 à 77 du Holzmarkt (marché aux Boies) se sont écroulées à midi et demi.

Ces maisons étaient habitées par seize familles.

A une heure, on avait retiré des décombres trois personnes blessées mortellement, cinq blessées grièvement et trois blessées légèrement.

Les pompiers et soldats du génie ont été chargés d'opérer le sauvetage.

Plus de soixante personnes sont encore ensevelies sous les décombres.

Cologne, 24 juillet, 11 h. soir.

45 cadavres viennent d'être retirés des décombres.

25 personnes sont grièvement blessées.

### CHINE ET TONG-KING

NOTRE PERSONNEL MARITIME

Le général de Courcy a réclamé par dépêche douze lieutenants de vaisseau et plusieurs enseignes de vaisseau. Comme il n'y a en France ni lieutenants ni enseignes de vaisseau disponibles, on n'a pu donner suite à cette demande. Toutefois, un certain nombre de premiers maîtres a été mis à la disposition du commandant en chef au Tong-King: ces officiers-maritimes, hommes de grande expérience, recevront les commandements de chaloupes à vapeur que le général de Courcy destinait à des enseignes.

Voilà dans quelle situation, la guerre tonkino-chinoise a mis notre personnel maritime.

### LES PAVILLONS NOIRS

Nous lisons dans le Temps:

Le général de Courcy prend une série de précautions militaires, à l'effet d'empêcher la jonction des Annamites de Thuyet et des Pavillons-Noirs dans le Than-Hoa, la province de l'Annam limitrophe du Tong-King. Comme nous le disions hier, l'occupation du Tong-King n'est pas une affaire de premiers maîtres à être mis à la disposition du commandant en chef au Tong-King: ces officiers-maritimes, hommes de grande expérience, recevront les commandements de chaloupes à vapeur que le général de Courcy destinait à des enseignes.

Voilà dans quelle situation, la guerre tonkino-chinoise a mis notre personnel maritime.

Quant aux Pavillons-Noirs, pour la première fois, un télégramme officiel nous apprend qu'ils n'ont pas évacué le Tong-King. Qui sait même si Lu-Vinh-Phuc ne continue pas à leur appartenir. On a vu hier, par la lettre du notaire, que pendant que le Tong-King, avec quel succès-là, ont été traités les délégués au Pils du Ciel. Les pauvres commissaires royaux ont vu le mot de bien près et n'ont échappé que par la fuite aux coups de leurs concitoyens.

Il est certain que les Pavillons-Noirs sont aujourd'hui plus nombreux que jamais, car leurs rangs ont été grossis par de nombreux déserteurs de l'armée régulière chinoise qui, se demandant ce qu'on ferait d'eux la paix signée, ont préféré un retour à la vie civile dans leur patrie l'existence d'aventures dont vivent les parias de Lu-Vinh-Phuc depuis tant d'années.

Nous avons donc au Tong-King, écumant la région, les Pavillons-Noirs, les déserteurs de l'armée impériale et les rebelles annamites et tonkinois, et nous ne pourrions entreprendre une campagne régulière contre ces masses qui se font et occupent les forts construits aux bords de la signature de la paix que vers la fin d'octobre, quand, pendant cette période de repos forcé, l'en-

neui ne reste pas inactif, car les précautions militaires que prend le général de Courcy démontrent que des bandes de Pavillons-Noirs se sont dérobées et ont suivi la rive droite du Day, pour tâcher de donner la main à Thuyet dans le Ngé-An et le Than-Hoa.

Privés de l'appui et des secours de la Chine, ces rassemblements ne sont pas bien redoutables; ils sont condamnés à périr sur place; mais l'exécution sera longue et difficile, et il ne faut pas songer à obtenir autrement que par la force des armes la soumission de toutes les bandes. Traiter avec elles, comme quelques-uns croient qu'on pourrait le faire, c'est se réserver de nouveaux déboires et assurer la responsabilité de nouvelles trahisons.

## La conversion de Léo Taxil

Nous avons déjà publié ici une lettre de Léo Taxil, annonçant sa conversion et le désaveu de son passé. Nous souhaitons que le fait se confirme; il paraît aujourd'hui certain.

En empruntant, l'autre jour, au *Salut public* les documents d'après lesquels le journal lyonnais croyait pouvoir conclure à la conversion de Léo Taxil, l'*Univers* avait fait observer, comme nous, que ces documents par eux-mêmes ne comportaient pas une pareille conclusion, vu que, s'ils exprimaient le dégoût causé à Léo Taxil par les agissements des révolutionnaires et des francs-maçons, ils ne contenaient rien qui indiquât son repentir.

M. Léo Taxil lui-même n'interprétait pas autrement les choses. Mais, depuis qu'il écrivait les lettres rapportées par le *Salut public* et qui remontent à deux mois, il a fait le reste du chemin dans la voie de la réparation; hier il est allé demander la publication, dans l'*Univers*, d'une lettre dont nous détachons le passage suivant:

Dans le numéro du 14 juillet de l'*Univers* vous disiez, avec infiniment de bon sens, que ma lettre de démission n'indiquait qu'une pure et simple retraite, et que le dégoût qui y était énoncé n'était pas le repentir.

Eh bien, monsieur, je vous prie de le croire, le repentir est aujourd'hui complet. J'étais découragé, égaré; mais je ne croyais pas encore que de la presse républicaine il pût sortir tant d'injustice, tant de parti pris, tant de mauvaise foi.

Je ne suis absolument pour rien dans le bruit qui s'est élevé autour de ma retraite; j'ai refusé de répondre aux reporters qu'on m'a envoyés; et l'on écrit que c'est moi qui me suis organisé une réclame.

Je n'ai fait aucune démarche auprès d'aucun journal du parti que j'avais combattu jusqu'à ce jour, et j'ai écrit que tous les bureaux de rédaction d'organes catholiques m'ont fermé leurs portes.

On entasse mensonges sur mensonges. Et j'ai crié, pendant dix-sept ans, que ce était dans le parti républicain que se trouvait la vérité! Et j'avais sacrifié à ce parti toutes mes années de jeunesse! Et j'en étais presque venu à oublier mon père, mon bien-aimé père, sur qui l'un de ces journaux bave aujourd'hui sa dérision!

Dans quel aveuglement impardonnable ai-je donc été?

Aussi, cette abjuration solennelle, que je n'avais pas faite, de mes erreurs, je la fais aujourd'hui.

Et cette démission pure et simple, que j'avais donnée, ne suffit plus à ma conscience. Je demande à la ligne anticléricalle mon exclusion. Car il ne s'agit plus, à présent, d'un achèvement vers le repentir, selon votre expression, mais du repentir lui-même, sincère et absolu; car à l'avenir, remuant ce m'ont fait éprouver telles et telles iniquités, a succédé la honte de mes fautes; car, si je pleure aujourd'hui, c'est non de colère et de dépit, mais sur le scandale que j'ai donné, que je regrette de tout mon cœur et que tous mes efforts tendront désormais à réparer.

Veillez agréer, je vous prie, monsieur le rédacteur, mes salutations empressées.

LÉO TAXIL.

(GABRIEL JOGAND-PAGÈS).

## Faits divers

### L'incendie de la rue Ganneron.

Hier soir, à onze heures un quart, un incendie considérable a éclaté rue Ganneron, petite rue donnant dans l'avenue de Clichy, habillée principalement par des industriels et des fabricants.

Le feu s'est déclaré au numéro 23, dans un immense chantier de bois de menuiserie appartenant à M. Jugand, et a pris, en quelques instants, une très grande importance.

L'incendie se communiqua rapidement à la maison d'habitation, et bien que le chantier soit séparé de la maison par un mur, le numéro 19 par un terrain vague, les flammes gagnèrent vite et inégalement, occupant, sur la rue, par un marchand de vins, et derrière, par MM. Royer et fils, marchands de grains et de fourrages; enfin, le feu s'alluma aussi au numéro 17, habité par M. Basseau, bûcher de sapin.

Le foyer principal était le chantier entouré d'immenses échafaudages ayant presque la hauteur d'un cloquénisme. Le bois sec flamboyait et crépitait, lançant dans le ciel une nuée d'étincelles.

A côté, les tapis brûlaient lentement, produisant une épaisse fumée noire et dégageant une odeur qui prenait à la gorge.

Bientôt les premiers secours arrivèrent.

La rue Ganneron avait été entièrement envahie, et ce n'est que lorsque M. Caubert arriva que l'on put faire évacuer les abords des maisons incendiées. Le chef de la police municipale, qui était de service, l'avait, avait quitté précipitamment ce théâtre et était venu en habit et en cravate blanche.

On remarqua également la présence de M. Gagnon, préfet de police.

La pompe à vapeur de la gare Saint-Lazare est arrivée la première sur le lieu du sinistre. Elle a été bientôt suivie de celles de la rue de Valenciennes, de la Villette, du Marché Saint-Honoré, de l'avenue de Saint-Ouen, etc.

Comme toujours, en pareille circonstance, les pompiers ont fait admirablement leur devoir.

Le feu ayant atteint les toitures des deux maisons du menuisier et du marchand de vins, on procéda au sauvetage du mobilier, et c'est un miracle qu'on n'ait pas eu à déplorer de graves accidents, car les commodes, les armoires et les buffets étaient jetés par les fenêtres un peu au hasard, tombant et se brisant aux pieds des gardiens de la paix et des curieux.

De la boutique du marchand de vins, qui lui brisa à coups de hache, on fit rouler sur la chaussée plusieurs tonneaux pleins, et du magasin de M. Roussau, on sortit à la hâte les tapis que l'on avait pu sauver et dont on se servit pour boucher les fuites des tirants des pompes.

Après deux heures du matin, la part du feu a été faite.

Tout le matériel formé par le chantier, le magasin de tapis, le grenier à fourrages, n'est plus qu'un amas de décombres.

On est parvenu à préserver en partie la maison de M. Jugand, boutique et chantier.

Le toit a pris feu, mais le jet d'une pompe

à vapeur a bien vite éteint ce foyer dangereux pour le voisinage.

Le jardin du concert du Prado a pris feu, mais les bâtiments tout en bois ont pu être préservés.

Signalons la belle conduite de M. Harismen, y avait à la cour d'appel, et de M. Paul Cathala, employé de la Banque de France, qui a sauvé deux personnes, en leur facilitant la descente, au moyen des échelles de sauvetage.

Deux pompiers ont été blessés: l'un, nommé Sergent, par une poutre enflammée qui lui est tombée sur le dos; l'autre, par un échal de bois qui l'a éborgné.

Un gardien de la paix, nommé Lesage, a été blessé au tibia par une poutre; M. Rabot, gardien au Parc-Monceau, qui venait de quitter son service, a été également blessé à la jambe.

Enfin, un nommé Schmitt, âgé de vingt ans, demeurant rue Sainte-Euphrasie, 4, a été atteint derrière la tête par une poutre enflammée.

Tous ces blessés ont reçu des soins à la pharmacie Lesqec, 35, avenue de Clichy.

Plusieurs pompiers et travailleurs ont été emportés à demi-asphyxiés.

Deux chevaux appartenant à M. Roussau et qui se trouvaient dans une écurie n'ont pu être sauvés et ont été grillés.

Les dégâts sont considérables. On parle de 20,000 tapis et de quinze maisons brûlées.

### Le crime de la rue Gergère.

L'arrestation de l'assassin de la fille Slein n'a pas eu lieu, comme on l'espérait.

L'homme sur lequel planaient des soupçons pour établir un alibi, mais en même temps il a, affirmé-t-on, fourni à la justice certains renseignements d'une réelle importance.

La fille Slein qui avait été, pendant quelques mois, dans une maison de tolérance du quartier Vivienne, avait connu là un individu appartenant à la catégorie des souteneurs, lequel lui fit sortir de cette maison et devint son amant.

Or, quelques jours avant le crime, une brouille était survenue entre eux, et cet homme a disparu du garni où il habitait.

Il est en ce moment l'objet des plus actives recherches.

Cet individu vivait avec une fille du quartier, qui a disparu également.

C'est sans doute à elle, qui l'a peut-être poussé à commettre ce crime, que le misérable a donné les toilettes et les bijoux de sa victime.

Grâce à des indications précises, recueillies par le chef de la sûreté et M. Tomasi, commissaire de police du quartier, l'arrestation de l'assassin et de son complice n'est plus qu'une question d'heures.

Le corps d'Hélène Slein a été réclamé hier matin à la Morgue, par la fille Adèle, son amie, qui a offert de faire tous les frais de l'enterrement.

M. X..., le jeune homme qui était l'intime d'Hélène, a aussi fait les mêmes offres.

Mais on attend, à cet égard, la réponse de la famille







